

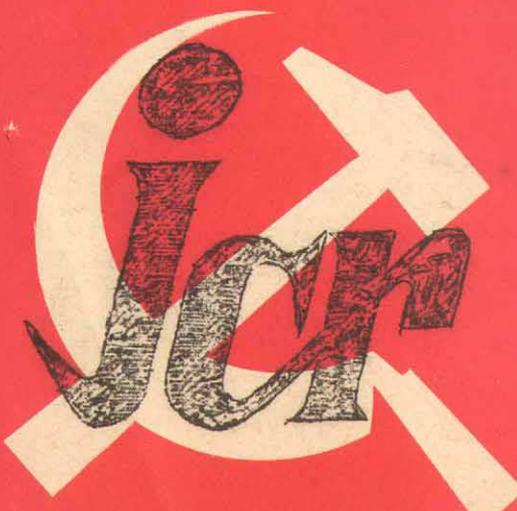
" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,

LE NUMERO

F 0,50

UNISSEZ-VOUS ! "

# L'ÉTIN CELLE



HUGO BLANCO N°49  
NE DOIT PAS MOURIR  
21 US ASSASSINS  
DEC LA J.C. ET NOUS  
66

L'ETINCELLE  
hebdomadaire  
de la Jeunesse  
Communiste  
Révolutionnaire  
(région Basse-Normandie)  
N° 19 - 21 décembre 1966  
B.P. 3029 I4-CAEN

ABONNEMENTS :  
12 numéros, 6F  
24 numéros, 11F  
35 numéros, 16F  
CCP : J.-P. Chapron  
I 076 32 S Rouen

Le Directeur-Gérant :  
J.-P. Chapron

Imprimé par l'éditeur.

SOMMAIRE :

Editorial	p	1
Manifestation J.C. ou dégénérescence stalinienne	p	3
Après le 23 novembre?	p	4
Du côté de l'A.G.E.C.	p	6
Un militant de la J.C. nous écrit	p	8
Hugo Blanco	p	10
Hugo Blanco ne doit pas mourir !	p	12

# EDITORIAL

1

Encore un édito sur la guerre du Vietnam! Beaucoup de militants de gauche nous reprochent de trop axer notre propagande et notre action sur la lutte contre une guerre lointaine menée par l'impérialisme, au lieu de nous préoccuper des problèmes de la jeunesse française. Ceux qui nous font cette critique n'ont pas encore compris que l'agression impérialiste au Vietnam représente beaucoup plus qu'une guerre coloniale locale comme celles que l'on a pu connaître dans le passé. Au Vietnam, l'impérialisme a jeté toutes ses forces dans la guerre, pour briser un mouvement révolutionnaire, puis pour détruire un Etat ouvrier, et montrer au monde qu'il ne tolérerait plus de voir le mouvement ouvrier remporter des victoires où que ce soit, et qu'il était prêt à écraser toute lutte de libération des opprimés.

Défendre la révolution vietnamienne aujourd'hui, c'est faire échec à ce plan, et préserver par là nos possibilités de lutte pour aujourd'hui et pour demain, sur nos propres revendications. Si nous laissons l'impérialisme écraser le peuple vietnamien, cela signifie que son agressivité en sera accrue, que ses intentions militaires contre tous les mouvements de libération sociale et contre tous les pays délivrés du capitalisme se multiplieront, et par là que les risques de guerre mondiale augmenteront. Assurer la victoire du Front National de Libération, c'est aider le peuple vietnamien à se libérer, mais c'est aussi préserver notre droit à lutter contre le capitalisme, et c'est aussi empêcher l'impérialisme américain de déclencher une guerre thermonucléaire dans laquelle nous serons tous concernés.

Face à cet enjeu énorme de la guerre du Vietnam, la lutte pour la défense du peuple vietnamien reste bien timide. Tout le monde aujourd'hui se dit partisan de la paix au Vietnam, même Johnson! En France, la majorité des gens et des formations politiques va même jusqu'à condamner, au moins verbalement, s'ils veulent conserver une certaine audience parmi les travailleurs. Les Mollet, Mitterrand, et autres Billières, depuis toujours fidèles supporters de la politique américaine et de l'alliance atlantique, ont cherché d'abord à éviter de se prononcer sur la question vietnamienne, prétendent maintenant condamner l'intervention américaine, mais déclarent par ailleurs que "tous les torts sont partagés" ce qui revient à attaquer l'intervention du peuple vietnamien au Vietnam! Ils acceptent du bout des lèvres de signer des pétitions, quelquefois de verser un peu d'argent, mais refusent toute action réelle contre la guerre, et ne se sont jamais associés à aucun meeting, à aucune manifestation.

Le général De Gaulle, dans des discours bien connus, a réclamé le retrait des troupes américaines du Vietnam et sa "neutralisation". Les gaullistes "de gauche" vont même jusqu'à participer à une série de campagnes anti-impérialistes, comme le "Mouvement du Milliard", pour se donner bonne conscience et démontrer avant les élections que l'on peut être à la fois gaulliste et favorable à la libération du Vietnam!

Mais le même gouvernement interdit les meetings anti-impérialistes, les manifestations contre l'agression américaine, la tenue du "procès des criminels de guerre" de la Fondation Russell, et utilise la répression policière contre les manifestations avec de plus en plus de violence, comme à Rouen le 19 novembre ou Place de l'Opéra vendredi dernier. Tout

2

cela démontre que les soi-disant "aspects positifs de la politique étrangère gaulliste" ne sont que pure démagogie électorale et que la politique gaulliste est dans ce domaine comme dans tous les autres une politique impérialiste cohérente. Les gaullistes ne sont pas prêts à tolérer, et encore moins à soutenir, une action réelle de soutien au peuple vietnamien en lutte. De Gaulle pense simplement que l'escalade n'est pas la bonne solution pour défendre les intérêts capitalistes en Asie, et qu'il vaut mieux choisir une autre voie moins dangereuse, même au prix de quelques concessions. Le désaccord entre lui et les Américains porte sur la sauce avec laquelle on va manger le peuple vietnamien, non sur le fait de le manger.

Face à l'intensification du génocide américain avec le bombardement de Hanoi la semaine dernière, face au piège que nous tendent tous ceux qui proposent par démagogie une politique impérialiste de rechange, il faut encore amplifier l'action de masse pour le soutien à la révolution vietnamienne, sur la base des 5 points du FNL et des 4 points de la RDVN. L'action doit maintenant dépasser le cadre des seules organisations politiques. Tous les gens conscients des dangers que fait courir à l'humanité l'escalade américaine doivent prendre en main la propagande et l'action pour la défense du peuple vietnamien. Il faut que dans les facultés, dans les lycées, les entreprises, se créent des comités de base chargés d'organiser des débats, des projections de films, des manifestations dans leur milieu de travail. A Paris s'est déjà créé le Comité Vietnam National regroupant des militants de diverses organisations politiques et des inorganisés. Il a organisé le meeting des "6 Heures pour le Vietnam" qui a eu un immense succès avec la participation de 5 à 6000 personnes, et participé à la manifestation du 16 décembre. De tels comités se développent un peu partout en France. Pour une participation massive à la lutte contre l'agression américaine, nous appelons les étudiants, les lycéens, les jeunes travailleurs, à créer dans l'unité de toutes les forces anti-impérialistes, un comité de ce type à Caen.

DERNIERE HEURE

Nos lecteurs trouveront, inséré dans ce numéro, le tract commun J.C.R. Pouvoir Ouvrier, Groupe anarchiste de Caen, condamnant les bombardements de Hanoi et la répression policière de la manifestation de la place de l'Opéra.

L'unité ne s'est faite ni avec les E.S.U., ni avec l'U.E.C., ni avec le groupe "Révoltes".

Les E.S.U. ont considéré toute action sur ce problème avant les vacances comme inintéressante.

L'U.E.C. considère le thème comme trop conjoncturel.

Le groupe "Révoltes" (invité par Pouvoir Ouvrier et les camarades anarchistes) nous a reproché de détourner nos forces du juste combat contre les licenciements, et le Plan Fouchet...

La J.C.R. de Caen dénonce les prétextes et les faux-fuyants de ces organisations, incapables de fait d'échapper à la problématique imposée par le pouvoir gaulliste.

La J.C.R. espère que les nouvelles propositions unitaires qu'elle fera en janvier trouveront des camarades et des organisations plus conscients et plus responsables.

## MANIFESTATION J.C.

### OU DEGENERESCECE STALINIENNE

3

Samedi 19 novembre avait lieu à Caen une manifestation organisée par la JC, contre l'agression américaine au Vietnam. En tant que première manifestation de jeunes dans la ville de Caen, elle revêtait une importance particulière. Vu l'aspect catastrophique que prend la guerre du Vietnam, elle aurait pu être extrêmement marquante aux yeux de l'opinion publique. MAIS...

-Les premiers tracts de la JC apparurent le vendredi 18 novembre au Lycée Malherbe, dans les couloirs et les classes (la veille de la manifestation).

-Les organisations contactées furent les ESU, qui acceptèrent de venir, les jeunes CGT, qui signèrent le tract. Malheureusement la direction des jeunes CGT n'eut pas le temps de prévenir sa base...

-2000 tracts tout au plus furent diffusés !...

-Et la JCR ? Pour la JC nous n'existons pas, semble-t-il...ou alors, comme nous l'on dit certains militants JC, nous sommes des fascistes(?), des gens payés par le gouvernement (et oui)...bref nous n'avons pas été appelés. Et, malgré tout, nous sommes venus, et nous avons manifesté aux côtés des camarades de la JC avec nos mots d'ordre. Nous avons appelé en masse à la manifestation, parce que nous sommes contre l'agression américaine au Vietnam, et qu'en tant que communistes nous affirmons avec fermeté: "Soutenons la Révolution Socialiste au Vietnam." Nous étions 200 jeunes, dont une quarantaine de JC, une vingtaine d'ESU, une dizaine d'UEC, une vingtaine de jeunes CGT, nous étions une cinquantaine de JCR, avec des sympathisants. Notre drapeau rouge fut mal vu par...le PCF. L'Internationale lancée par nous fut chantée par tous les jeunes... sauf ceux de la direction JC.

## ④ APRES LE 23 NOVEMBRE?

Le 23 novembre... Le silence préside . Revendication  
Revendication; remarquez camarades, nous ne pouvons faire  
autrement ; l'intégration ? Nous y avons pensé camarades,  
mais pas dans de telles conditions . Peut-être que.. Là  
c'est la suggestion. Les ouvriers se taisent, sauf cer-  
tains qui murmurent (déjà); mais le secrétaire syndical  
de la CGT continue à lire impertubablement un texte fait  
par la direction. Le secrétaire CFTD prend alors la parole  
le style est un peu plus gauchis, les mots frappent plus  
durement. Sans le reste de la manifestation ils auraient  
pu faire illusion; mais , parce que la manifestation devait  
se durcir, ils furent l'objet d'une grande désillusion.

Il faudrait faire le tableau de la manifestation qui  
se déroulait de la place Saint-Pierre à la préfecture. Un  
seul mot d'ordre: le silence; toujours le même, celui des  
directions. De la dignité camarades! Ce que ne veulent pas  
comprendre certains dirigeants, ce que ne peuvent pas com-  
prendre certains autres c'est que la dignité de l'ouvrier  
c'est sa colère. Il devait le prouver par la suite.

La préfecture paraît entourée par un cordon de flics;  
Surprise pour tout le monde; pour les ouvriers qui se ré-  
veillent, pour les directions syndicales qui s'affolent .  
Les slogans fusent. Les directions commencent à perdre le  
contrôle des manifestants. Les flics frappent. L'interna-  
tionnale s'élève au dessus des poings levés. Les rangs se  
reserrent. Pitoyablement, le secrétaire CGT Lemarchand crie  
à props de l'internationale: "Tout mais pas ça".

(5)

Un bruit dans les rangs: une arrestation. Les dirigeants syndicaux parlementent; le ton monte chez les ouvriers: "liberté syndicale", "au commissariat". Les dirigeants syndicaux tentent désespérément de calmer les manifestants. Arrivé sur la place du théâtre, le dirigeant CFDT monte dans la marmite aux poulets (I); enfin il se découvre à sa vraie place, les ouvriers le sentent. Je n'ose rapporter leurs expressions sous peine d'être traité de gauchiste: "c'est de la merde dans de l'eau", "qu'est ce qu'ils foutent". Ce que devront comprendre sociaux-démocrates, stalinien<sup>s</sup> et compagnie, c'est que les masses ne sont jamais gauchistes. Parfois elles sont aveuglées par leurs directions qui les lancent en avant sans aucune explication; parfois, et le plus souvent, elles sont freinées par ces mêmes directions. Mais avec une direction juste les masses prolétariennes ont toujours raison.

Pendant cette manifestation, sur un certain nombre de faits précis, un grand nombre d'ouvriers, parmi les plus durs, assistèrent à la faillite de leurs directions et en furent conscients. Le sabotage de vaste envergure réalisé à l'heure actuelle par les directions syndicales, quelques questions suffisent pour le mettre en relief: pourquoi au moment où les ouvriers se mobilisent le plus, les directions syndicales n'organisent-elles rien? Pourquoi au lendemain du 23, les directions syndicales ont-elles fait des appels en vue d'une vaste action pour le 14 décembre? Pourquoi n'y eut-il rien? Il faut oser répondre.

(I) Marmite à poulet: sorte de bitouneau contribuant à embouteiller les carrefours.

# ⑥ DU COTE DE L'AGEC.

Nous ne voulons pas aujourd'hui, pour parler de l'U.N.E.F. à Caen, nous situer au niveau des débats au conseil d'administration ni même des assemblées générales de l'association. Nous voulons analyser ce qui devrait en être la résultante logique: l'intervention dans le milieu étudiant; pour cela, examinons les derniers éditoriaux de l'A.G. Informe, destinés à l'ensemble des étudiants.

## Numéro 6 (23 novembre):

"En vous appelant à voter pour élire le bureau de l'A.G.E.C., il est bon de donner quelques précisions sur ce qu'est l'U.N.E.F."

Il est bon, certes, mais tardif; d'autant que les précisions elles-mêmes ne sont pas très claires. Après avoir défini l'U.N.E.F. comme syndicat, l'A.G. Informe dit: "de toute façon c'est l'A.G.E.C. qui représente les étudiants vis à vis de l'administration, du centre régional des Oeuvres Universitaires de la ville."

"De toute façon": Qu'est ce que cela peut vouloir dire sinon que même si on n'est pas convaincu de la nécessité d'un syndicat tel qu'il est défini, on a intérêt à être représenté? "De toute façon": Est-ce à dire que le bureau d'A.G.E.C. lui-même ne fait pas de lien direct entre son "travail de syndicat" et son rôle de représentation?

## Numéro 7 (30 novembre):

"170 personnes à l'A.G. de l'A.G.E.C., 50 personnes aux A.G. de Sciences et de Lettres, il est temps de s'interroger sur ce manque de participation des étudiants à l'orientation du syndicat".

Pas d'ironie facile!

## Numéro 8 (8 décembre):

Un éditô, sur la sociologie, et une sévère critique de la politique du gouvernement à propos des enseignements qui n'offrent pas de débouchés.

Bouradisme pas mort!

## Numéro 9 (15 décembre):

"Semaine nationale d'action".

"Du 12 au 19 décembre, l'U.N.E.F. a décidé une semaine nationale d'information et de sensibilisation.

"Deux questions: -en fonction de quoi l'U.N.E.F. a-t-elle décidé cela?

-pourquoi rien n'est fait à l'A.G.E.C. dans ce sens?

"...(Nous ne reproduisons pas ici une critique rapide du 1<sup>o</sup> cycle Fouche et un énoncé des grandes lignes

de la campagne nationale)...

"A Caen même, rien ne sera fait. Cela pour plusieurs raisons; Tout d'abord des problèmes techniques: les corpos ne sont en place que depuis peu de temps (pour diverses raisons) mais surtout parce qu'une action, quelle qu'elle soit ne s'impose pas aux étudiants. Elle doit être l'aboutissement et le prolongement d'un travail dans les amphithéâtres de prise en charge par les étudiants de leurs problèmes, rencontrés dans leur travail.

"C'EST POURQUOI L'AGEC SE RESERVE D'ENVISAGER A NOUVEAU LA QUESTION LORSQUE LES DELEGUES D'AMPHI ET LES CORPOS AURONT AVANCE DANS LEUR TRAVAIL QUI CETTE ANNEE SE FERA EN PARTIE SUR LES POINTS ANNONCES CI-DESSUS.

Le Bureau de l'A.G.E.C."

"Le pouvoir est trop fort et l'U.N.E.F. trop faible." Si l'on ne donne pas les raisons politiques de cette force du pouvoir et de cette faiblesse de l'U.N.E.F., si rien n'invite les lecteurs à travailler au renforcement de l'U.N.E.F., l'effet ne peut être que de renforcer la conviction des étudiants que le pouvoir est fort et que l'UNEF est faible. C'est de fait travailler au renforcement du pouvoir et à l'affaiblissement de l'U.N.E.F. .

"A Caen même, rien ne sera fait... surtout parce qu'une action, quelle qu'elle soit ne s'impose pas (souligné dans le texte) aux étudiants". Là encore, s'adressant à l'ensemble des étudiants, ne les invitant à rien, pas même à une réunion d'information; dire qu'une action ne s'impose pas à eux, c'est confirmer chaque étudiant dans sa conviction que les autres pensent comme lui qu'il n'y a rien à faire, c'est décourager ceux qui se disent, devant certaines situations inacceptables, devant certains cours scandaleux: il faudrait faire quelque chose.

Ainsi un éditorial intitulé "Semaine d'Action Nationale" diffusé à tous les étudiants, explique pourquoi on n'agira pas, pourquoi on n'informerait pas, pourquoi on ne sensibilisera pas.

De deux choses l'une: ou cet éditorial est un acte conscient du bureau de l'A.G.E.C., et on a bien à faire à une volonté de liquidation de ce qui reste de l'organisation, ou cet éditorial a été écrit en pleine conscience, et alors...

La seule excuse du bureau: Qui lit encore les éditoriaux de l'A.G. Informe?

Suite p. 9

Militant de la JC depuis un an, je n'ai pas cessé d'essayer de donner une certaine impulsion à celle-ci pour la faire devenir une organisation de jeunesse militante. Je me suis souvent heurté à une apathie caractérisée, qui correspond à on ne sait quel désir de ne rien faire en faveur de l'idéal que nous défendons. Proposant des réformes organisationnelles visant toujours au même but, je suis entré directement en conflit avec la direction traditionnelle de la JC et de l'UJFF. Mais c'était à ce moment-là loin d'être grave.

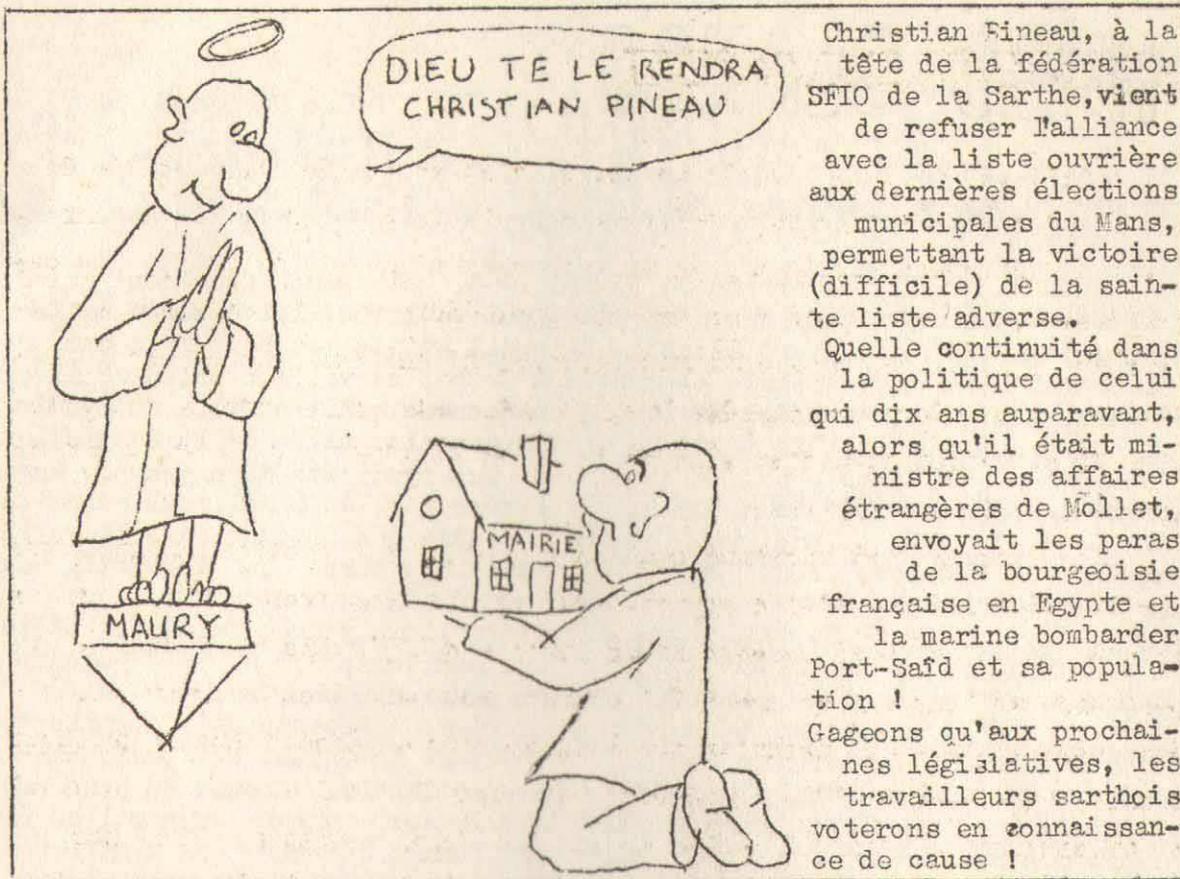
Les ennuis ont commencé quand j'ai commencé à émettre des réserves sur l'efficacité de l'aide apportée aux révolutionnaires vietnamiens par l'URSS. On a d'abord essayé de me montrer que j'avais tort. Mais l'impuissance de leur raisonnement fit changer mes camarades de tactique. Ils employèrent alors des méthodes que l'on croyait dépassées depuis quelques années. On m'accusa d'être un "envoyé permanent de la JCR aux JC" (je cite) et on commença dès lors à parler de mon exclusion : cela ne tarda pas.

Lors d'une réunion du Bureau Fédéral dont je faisais partie, deux camarades vinrent me voir en me demandant de quitter la réunion, car ils allaient, disaient-ils, parler de choses que je n'avais pas besoin d'entendre. Je commençai à m'insurger en disant que membre du B.F. j'avais le droit d'assister à toutes les réunions de celui-ci. On entama alors une longue discussion, qui fut caractérisée par une mauvaise foi évidente : mes idées, paraît-il, nuisaient au but général de l'organisation. Les insultes fusèrent : j'étais "un JCR" (1), un "sous-marin trotskyste". Mon exclusion du B.F. fut ratifiée par 5 voix contre 2. Je faisais quand même, paraît-il, partie de la JC. Je n'ai cependant jamais été convoqué à aucune réunion de mon cercle, dans un but évident de m'écarter. Maintenant j'ai appris, par hasard, que je n'appartenais plus à la JC par décision du comité national.

C'est pour cette raison que, malgré des méthodes staliniennes que le PCF et la JC emploient, je demande mon adhésion à la JCR. Je veux montrer par là mon désir de continuer la lutte contre l'ennemi de classe et pour la révolution socialiste.

Michel MENAL

(1) N.D.L.R. : prononcez "jchcreuh".



Christian Pineau, à la tête de la fédération SFIO de la Sarthe, vient de refuser l'alliance avec la liste ouvrière aux dernières élections municipales du Mans, permettant la victoire (difficile) de la sainte liste adverse.

Quelle continuité dans la politique de celui qui dix ans auparavant, alors qu'il était ministre des affaires étrangères de Mollet, envoyait les paras de la bourgeoisie française en Egypte et la marine bombarder Port-Saïd et sa population !

Gageons qu'aux prochaines législatives, les travailleurs sarthois voteront en connaissance de cause !

(suite de la p. 7)

P.S. 1 : Pour la première fois depuis que l'AG Infor-me existe, ni la liste des candidats au bureau de l'AGFC, ni les résultats de l'élection de ce bureau n'ont été publiés. Vive la responsabilité collective.

P.S. 2 : On pourrait accuser le rédacteur de cet article de tomber dans le piège et de ne pas inviter à l'action. C'est pourquoi il dira que selon lui deux axes de travail sont tracés

- la lutte contre l'université de classe,
- la lutte contre l'agression américaine au Vietnam.

sur cette base, les problèmes d'orientation sont loin d'être réglés. Mais, "d'accords sur l'essentiel", il est possible de lutter; et ce dès maintenant, sans attendre que la direction de l'AGFC ne nous le propose.

#### L'ÊTRE OU NE PAS L'ÊTRE

"C'est un devoir d'être mère quand il faut l'être pour la famille et la collectivité nationale"; mais quand on est lycéenne, qu'on n'aspire pas encore à fonder un foyer, à quoi cela peut-il bien servir de faire l'amour ?

La sinistre bande des idéologues bourgeois en est encore à se le demander. C'est pourquoi au lycée d'Etat de jeunes filles de la route d'Ifs, le praticien, au cours de la visite médicale réglementaire, établit avec toute la bonne éducation qui s'impose en la circonstance, des statistiques sur la virginité en cours dans l'établissement.

Ainsi la science bourgeoise progresse. Si les lycéennes sont vierges il sera démontré qu'elles n'ont pas besoin de ne pas l'être; et si elles ne le sont pas, il sera démontré que la "culture" occidentale, en leur donnant la force morale d'affirmer qu'elles le sont, reste une victoire sur l'animalité.

# ⑩ HUGO BLANCO

## QUI EST HUGO BLANCO ?

HUGO BLANCO fut arrêté le 30 mai 1963, alors que gravement malade, il était transporté par ses camarades qui voulaient lui assurer un traitement médical. Il avait 29 ans. Il avait quitté au bout de 4 ans des études d'ingénieur agricole et rentra à Cuzco, sa ville natale, où il organisa une association de circeurs de chaussures qu'il affilia au syndicat de la ville. Un an plus tard, il partit dans la vallée de la Convention, au nord-est de Cuzco, pour y organiser des syndicats de paysans. Hugo Blanco, métis, parle les langues utilisées par les 6 millions d'indiens du Pérou. De 1959 à 1963, il organisa la lutte des paysans dans la vallée de la Convention, sous le mot d'ordre "La terre ou la mort! Nous vaincrons!".

En octobre 1962, alors que l'impérialisme yankee menaçait l'état ouvrier cubain, Hugo Blanco dirigea une manifestation de 5000 paysans qui occupèrent la ville de Cuzco pendant plusieurs heures.

Hugo Blanco est actuellement le dirigeant reconnu de l'organisation révolutionnaire péruvienne, le F.I.R. (Front de la Gauche Révolutionnaire), section péruvienne de la Quatrième Internationale. Depuis sa jeunesse, Hugo Blanco appartient au mouvement trotskyste: au nom du parti ouvrier révolutionnaire du Pérou, il a participé comme délégué aux conférences trotskystes latino-américaines.

## HUGO BLANCO EN PRISON CONTINUE DE LUTTER.

Arrêté, Hugo Blanco resta emprisonné 3 ans, sans jugement, dans une cellule des baraquements de la prison d'Arequipa. Il a mené depuis 3 grèves de la faim pour protester contre les mauvais traitements. Il ne put recevoir aucune visite, pas même de sa famille, et il était laissé sans soins médicaux. Maintenu au secret, il n'a pas joui des plus élémentaires droits de la défense. En novembre 1963, le révolutionnaire lançait de sa prison un appel au peuple péruvien, dont voici des extraits:

"J'ai eu le sort d'être celui qui doit s'asseoir au banc des inculpés qui sera transformé en un tribunal d'accusation de la Révolution... J'ai besoin d'avoir le rapport des crimes des propriétaires fonciers, de l'oligarchie tout entière, pour le jeter à la figure des tribunaux... Je demande aux camarades de me transmettre ce rapport... Le juge véritable n'aura pas la possibilité d'entrer dans la salle: il se trouvera dans les rues des villes et des villages, dans les campagnes... Il est nécessaire de préparer des millions de tracts, des brochures, peut-être un livre, et malheureusement, cela signifie de l'argent et, moi, je n'en ai pas. J'en ai jamais demandé d'aide financière, mais maintenant je le fais, non pour moi, mais pour la dénonciation, pour l'accusation.

Terre ou Mort! Nous vaincrons!". H. Blanco, Arequipa.

AU NOM DES OUVRIERS ET PAYSANS,  
HUGO BLANCO ET SES CAMARADES ACCUSENT LA BOURGEOISIE.

Dans la région d'Arequipa, les syndicats ont une grande influence et Hugo Blanco jouit d'une large sympathie dans la population. Les fantoches qui prétendent juger le dirigeant révolutionnaire des paysans péruviens n'ont pas osé le faire à la face du peuple. Ces chiens sanglants se sont installés pour faire leur mauvais coup dans la petite ville de Tacna dans le sud du Pérou.

Le procès fut ouvert le 30 août 1966; au banc des accusés, Hugo Blanco et 28 de ses camarades. Ils nièrent toutes les déclarations qui figuraient dans l'instruction et dénoncèrent avoir été forcés, maltraités et torturés dès leur arrestation; A cause des tortures, un des accusés avait perdu la raison. Un autre avait la clavicule brisée et une jambe cassée.

Une véritable bombe éclata à l'audience quand Hugo Blanco prit la parole pour prendre la responsabilité des attaques des postes de la garde civile. Hugo Blanco transforma l'audience en une mise en accusation du système, expliquant son travail syndical et révélant que la première attaque contre un poste de la garde avait eu lieu après que les gardes aient commis des abus contre la population, réclamant comme témoin la présence de Alfredo Romainville, un des propriétaires fonciers qui s'étaient rendus coupables des pires exactions contre les paysans.

Désignant du doigt l'auditeur militaire, Hugo Blanco s'exclama : " Si on veut m'appliquer la peine de mort, que ce ne soient pas des gardes civils qui me fusillent, ce sont aussi des gens du peuple; mais que ce soit celui-là, le colonel Jésus Fernandez personnellement!"

Le 8 Septembre 1966, Hugo Blanco fut condamné à 25 ans de prison, Pedro Cardela à 22 ans, et 19 de leurs compagnons à des peines allant de deux à cinq ans. La salle dut être évacuée quand les condamnés reprirent en chœur : " La terre ou la mort " et " Vive la Révolution! "

HUGO BLANCO NE DOIT PAS MOURIR !

Mais ni l'armée au service des propriétaires fonciers, ni l'impérialisme américain qui intervint après le procès ne peuvent tolérer que l'homme qui symbolise la Révolution péruvienne reste vivant. Le 4 Novembre 1966, le procureur du Conseil Suprême de justice militaire de Lima a réclamé la peine de mort contre Hugo Blanco.

Il faut réclamer l'amnistie et la libération du révolutionnaire péruvien Hugo Blanco. Il faut intervenir auprès des ambassades du Pérou et envoyer des télégrammes au président Bellaunde Terry.

A Paris, une manifestation de 500 personnes a eu lieu devant l'ambassade du Pérou. A Caen et partout ailleurs, des affiches unitaires ont été collées, appelant à la défense de Hugo Blanco. Ces manifestations doivent se multiplier.

Dans de nombreux pays, au Pérou, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Italie, en Grèce, au Chili, en Argentine, et aux Etats-Unis, une campagne de solidarité se développe.

Le bulletin d'information du comité français de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou indique que tous les prisonniers politiques de Lima sont entrés en grève de la faim pour protester contre la menace de mort pour Hugo Blanco. D'autre part, 7 des condamnés de Tacna ont demandé qu'on leur applique également la peine de mort. Devant la mort, la fraternité révolutionnaire de ces combattants reste invincible. Mais nous ne devons pas permettre un tel sacrifice de la Révolution péruvienne.

Il faut arracher Hugo Blanco et ses camarades des griffes de leur bourgeoisie sanguinaire.

Pour la défense de Hugo Blanco et de ses camarades, de l'argent est nécessaire : faites signer des pétitions de soutien et de protestation et envoyez votre contribution et vos souscriptions à Mme A. DONOUART, 30, avenue Carnot, Paris XVIIème. C.C.P. Paris 13419 97 (membre collecteur du comité français de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou.)

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT!  
VIVE HUGO BLANCO !  
VIVE LA REVOLUTION PERUVIENNE !